

# DE L'HUILE SUR LE FEU

FICHE D'ÉVALUATION SUR LA MISE EN  
ŒUVRE DES RÉOLUTIONS  
HUMANITAIRES DU CONSEIL DE  
SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES POUR LA  
SYRIE EN 2015/2016



# FICHE D'ÉVALUATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DES RÉSOLUTIONS HUMANITAIRES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES POUR LA SYRIE EN 2015/2016

Le mois de mars 2016 marque cinq années de bouleversements et de conflit en Syrie, qui ont anéanti des vies et réduit des villes en champs de ruines.

Le gouvernement syrien et ses alliés, ainsi que les groupes armés d'opposition et les groupes extrémistes sont les premiers responsables de l'horreur à laquelle les civils syriens sont confrontés en ce triste anniversaire. Ils ont pris pour cible des populations civiles, ont assiégé des villes et ont empêché l'acheminement d'une aide pourtant vitale.

L'année dernière, les différentes parties au conflit en Syrie ont régulièrement bafoué les résolutions humanitaires du Conseil de sécurité des Nations unies.

Leurs soutiens internationaux, dont des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, ne parviennent pas à garantir la mise en œuvre de ces résolutions. Pire encore, leurs actions militaires directes, soutiens militaires et politiques à leurs alliés respectifs et des pressions diplomatiques inappropriées ont copieusement versé de l'huile sur le feu du conflit syrien.

Cette fiche d'évaluation résume le contenu des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies sur le conflit en Syrie, la situation depuis mars 2015, ainsi que les principales actions des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies.

Au cours des premiers mois de 2016, et au moment de la rédaction de ce rapport, des progrès ont été réalisés en faveur d'un meilleur accès humanitaire aux zones assiégées et d'une cessation des hostilités dans certaines parties du pays. Ils ont permis de réduire considérablement le nombre de victimes civiles. Ces avancées importantes, qui doivent à la fois être saluées et consolidées, restent cependant fragiles et limitées alors que les populations civiles ont vu leur situation se détériorer au cours d'une année de violence atroce.

Publié en mars 2016.








Pour plus d'informations sur les sources et les références, consultez le rapport complet en anglais (bientôt disponible en français), disponible sur les sites web des organisations responsables de la publication.



**2** ↑ Un Syrien, les bras chargés de courses, tente d'échapper à des tirs de tireurs isolés dans une allée proche d'un point de contrôle gardé par l'armée syrienne libre dans la ville d'Alep, dans le nord du pays, le 14 septembre 2012. Les forces syriennes ont eu recours à des avions de chasse et des hélicoptères de combat pour bombarder la ville et la province d'Alep, où des affrontements acharnés autour de l'aéroport militaire ont été rapportés. *MARCO LONGARI*

# PROTECTION DES CIVILS

## NOTE : DÉTÉRIORATION

CE QUE DEMANDAIT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU DANS SES RÉSOLUTIONS	LA SITUATION EN 2015-2016	CE QUE LES MEMBRES PERMANENTS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU ONT FAIT
<p>Résolution 2139 du Conseil de sécurité des Nations unies, 2014, paragraphe opérationnel (PO) 3</p> <p>Exige [...] que toutes les parties mettent immédiatement fin à toutes attaques contre les civils, ainsi qu'à l'emploi sans discrimination d'armes dans des zones peuplées, tels que les tirs d'obus et les bombardements aériens, l'emploi de barils d'explosifs et de méthodes de guerre qui sont de nature à causer des maux superflus ou des souffrances inutiles</p>	<p> VIOLATIONS CONTINUES DU DROIT DE LA GUERRE PAR TOUTES LES PARTIES AU CONFLIT, notamment l'emploi d'armes explosives dans des zones peuplées et l'emploi d'armes à sous munitions interdites.</p> <hr/> <p> AU MOINS 50 000 VICTIMES SUPPLÉMENTAIRES DEPUIS AVRIL 2014</p> <hr/> <p> UNE ÉCOLE SUR QUATRE RESTE INACCESSIBLE</p> <hr/> <p> HAUSSE DE 44 % DU NOMBRE D'ATTAQUES DIRIGÉES CONTRE LES INSTALLATIONS MÉDICALES EN 2015 COMPARÉ À 2014, soit la pire année depuis le début du conflit</p> <hr/> <p> 200 000 LOGEMENTS SUPPLÉMENTAIRES COMPLÈTEMENT OU PARTIELLEMENT DÉTRUITS EN 2015 COMPARÉ À 2014, soit une hausse de 20 % depuis fin 2014</p> <hr/> <p> 1,5 MILLION DE PERSONNES SUPPLÉMENTAIRES NÉCESSITANT DE L'AIDE HUMANITAIRE en 2015 comparé à 2014.</p> <hr/> <p> PRÈS D'1 MILLION DE PERSONNES DÉPLACÉES SUPPLÉMENTAIRES EN 2015 comparé à 2014, à l'intérieur de la Syrie ou dans les pays voisins.</p>	<p><b>RUSSIE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Campagne aérienne lancée fin septembre 2015 contre les organisations répertoriées comme terroristes par le Conseil de sécurité des Nations unies et contre certains groupes armés d'opposition dans de nombreuses régions du pays.</li> <li>▶ 7 000 missions aériennes</li> <li>▶ Coût des opérations estimé à 7,5 millions de dollars par jour.</li> <li>▶ Ces attaques ont directement frappé et endommagé des infrastructures civiles et auraient fait plusieurs milliers de victimes parmi les civils.</li> <li>▶ Parallèlement, la Russie continue de transférer des armes et des munitions à l'armée syrienne.</li> </ul> <hr/> <p><b>ÉTATS-UNIS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Priorité donnée à la stratégie militaire contre les groupes répertoriés comme terroristes par le Conseil de sécurité des Nations unies, avec une campagne aérienne en continu depuis 2014.</li> <li>▶ 3 400 opérations de bombardement</li> <li>▶ Des infrastructures civiles ont été endommagées et près de 300 civils tués.</li> <li>▶ Transferts directs d'armes à plusieurs groupes armés de l'opposition.</li> <li>▶ Coût des frappes aériennes menées en Syrie et en Irak estimé à environ 11,5 millions de dollars par jour.</li> </ul> <hr/> <p><b>FRANCE/ROYAUME-UNI</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ La France a procédé à ses premières frappes aériennes en septembre 2015 et le Royaume-Uni en décembre 2015, ciblant les groupes répertoriés comme terroristes par le Conseil de sécurité des Nations unies.</li> <li>▶ En incluant son intervention en Irak, le Royaume-Uni a dépensé des dizaines de millions de dollars pour ses opérations depuis décembre 2015.</li> <li>▶ La France aurait quant à elle déjà engagé plus de 260 millions de dollars. Aucune victime civile officielle.</li> <li>▶ Aucune victime civile officielle.</li> </ul> <hr/> <p><b>CHINE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ non impliquée militairement en Syrie.</li> </ul>
<p>Résolution 2254 du CSNU, 2015, PO 13</p> <p>Exige de toutes les parties qu'elles mettent immédiatement fin à toutes attaques contre les populations ou les biens civils, y compris celles dirigées contre les installations et le personnel médicaux, ainsi qu'à l'emploi aveugle d'armes, tels que les tirs d'obus et les bombardements aériens</p>		





↘ Une femme et son enfant traversent des décombres dans le bastion rebelle assiégé de Douma, le 13 décembre 2014. Douma, un bastion rebelle au nord-est de Damas, est assiégé depuis plus d'un an. Les résidents font face à un manque de denrées alimentaires et de fournitures médicales.

ABD DOUMANY







# ACCÈS HUMANITAIRE

## NOTE : DÉTÉRIORATION

CE QUE DEMANDAIT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU DANS SES RÉOLUTIONS	LA SITUATION EN 2015-2016	CE QUE LES MEMBRES PERMANENTS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU ONT FAIT
<p>Résolution 2139 du CSNU, 2014, PO 6</p> <p>Exige que toutes les parties [...] autorisent immédiatement un accès humanitaire rapide, sûr et sans entrave aux organismes humanitaires des Nations unies et à leurs partenaires d'exécution, y compris à travers les lignes de conflit et à travers les frontières</p> <hr/> <p>Résolution 2165 du CSNU, 2014, PO 6</p> <p>Décide en outre que toutes les parties syriennes au conflit doivent immédiatement permettre l'acheminement sans entrave et direct aux destinataires prévus dans toute la Syrie [...] et doivent notamment lever immédiatement tous les obstacles à la fourniture de l'aide humanitaire</p> <hr/> <p>Résolution 2268 du CSNU, 2016, PO 6</p> <p>Exprime son soutien à l'initiative du GISS [...] pour accélérer l'acheminement urgent de l'aide humanitaire, en vue d'un accès total, soutenu et sans entrave dans l'ensemble du pays</p>	<p></p> <p>DES OBSTACLES SÉCURITAIRES ET ADMINISTRATIFS ENTRAVANT L'AIDE HUMANITAIRE MAINTENUS PAR TOUTES LES PARTIES.</p> <hr/> <p></p> <p>D'APRÈS LES NATIONS UNIES, PLUS DE 4,5 MILLIONS DE PERSONNES VIVENT DANS 147 LOCALITÉS CONSIDÉRÉES COMME DIFFICILES OU QUASI IMPOSSIBLES À ATTEINDRE.</p> <p>L'accès à ces localités comme à d'autres zones à travers les lignes de front s'est amenuisé en 2015 comparé à 2014.</p> <hr/> <p></p> <p>À PEINE PLUS DE 10 % DES DEMANDES D'AUTORISATION POUR LES CONVOIS D'AIDE INTER-AGENCES SOUMISES AU GOUVERNEMENT SYRIEN ONT ÉTÉ APPROUVÉES ET FINALISÉES.</p> <p>75 % des demandes effectuées n'ont jamais reçu de réponse.</p> <hr/> <p></p> <p>EN FÉVRIER 2016, LES POINTS DE PASSAGE OFFICIELS DEPUIS ET VERS LA SYRIE, TELS QUE RÉPERTORIÉS PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES, ÉTAIENT PARTIELLEMENT FERMÉS ET/OU SUR LE POINT D'ÊTRE FERMÉS TOTALEMENT.</p>	<p>RUSSIE</p> <p>► <i>Les opérations de bombardement continuent d'entraver considérablement la fourniture d'une aide humanitaire dans de nombreuses régions de Syrie.</i></p> <hr/> <p>ÉTATS-UNIS/ROYAUME-UNI/FRANCE/CHINE/RUSSIE</p> <p>► <i>Avec les autres membres du GISS, ont appelé à un renforcement de l'accès humanitaire dans toute la Syrie.</i></p>

# COMMUNAUTÉS ASSIÉGÉES ET CESSEZ-LE-FEU

## NOTE : DÉTÉRIORATION

CE QUE DEMANDAIT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU DANS SES RÉOLUTIONS	LA SITUATION EN 2015-2016	CE QUE LES MEMBRES PERMANENTS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU ONT FAIT
<p>Résolution 2139 du CSNU, 2014, PO 5</p> <p>Demande à toutes les parties de lever immédiatement le siège des zones peuplées</p>	 <p>LE NOMBRE DE PERSONNES VIVANT DANS DES ZONES CONSIDÉRÉES COMME ASSIÉGÉES PAR LE BUREAU DE COORDINATION DES AFFAIRES HUMANITAIRES (OCHA) A PLUS QUE DOUBLÉ, PASSANT DE 212 000 EN 2014 À PRÈS DE 500 000 DÉBUT 2016.</p> <p>Moins de 1 % de ces personnes ont bénéficié d'une aide alimentaire des Nations unies en 2015.</p>	<p><b>RUSSIE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ a procédé en 2016 à des largages aériens à Deir ez-Zour, une localité assiégée par Daesh.</li> <li>▶ Le pays s'est impliqué davantage dans la négociation de cessez-le-feu locaux en 2015, agissant parfois en tant que garant de l'accord.</li> </ul>
<p>Résolution 2165 du CSNU, 2014, PO 7</p> <p>Note à cet égard le rôle que des accords de cessez-le-feu conformes aux principes de l'action humanitaire et au droit international humanitaire pourraient jouer pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire</p>	 <p>AU 25 FÉVRIER 2016, SUITE AUX DISCUSSIONS D'UN GROUPE DE TRAVAIL HUMANITAIRE MIS EN PLACE PAR LE GISS, UNE AIDE A ÉTÉ FOURNIE À PRÈS DE 110 000 PERSONNES DANS SIX LOCALITÉS ASSIÉGÉES EN SYRIE.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Mi-février, la Russie et les États-Unis ont négocié un accord promouvant une cessation temporaire et partielle des hostilités dans une grande partie de la Syrie.</li> </ul>
<p>Résolution 2268 du CSNU, 2016, PO 1</p> <p>Souscrit pleinement à la Déclaration conjointe des États-Unis d'Amérique et de la Fédération de Russie, en leur qualité de Coprésidents du GISS, sur la cessation des hostilités en Syrie</p>	 <p>DAVANTAGE DE CESSEZ-LE-FEU LOCAUX ONT ÉTÉ NÉGOCIÉS PAR LES BELLIGÉRANTS, MAIS CELA N'A PAS PERMIS DE METTRE EN PLACE UN ACCÈS DURABLE ET SANS ENTRAVE.</p>  <p>UN ACCORD DE CESSATION PROVISOIRE DES HOSTILITÉS EST EN VIGUEUR DEPUIS LE 26 FÉVRIER 2016, MAIS DE SÉRIEUX DOUTES SUBSISTENT SUR LE FAIT QU'IL TIENNE SUR LA DURÉE.</p> <p>L'accord ne couvre pas les zones où opèrent les groupes répertoriés comme terroristes par le Conseil de sécurité des Nations unies.</p>	<p><b>ÉTATS-UNIS/ROYAUME-UNI/ FRANCE/CHINE/RUSSIE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ ont appelé à lever les sièges et à cesser les hostilités, aux côtés d'autres membres du GISS.</li> <li>▶ Les cessez-le-feu exclurent les groupes répertoriés comme terroristes par le Conseil de sécurité des Nations unies.</li> </ul>

## Organisations signataires :

Norwegian Refugee Council	ActionAid
No Peace Without Justice	CARE International
Alkawakibi Organisation for Human Rights	Save the Children
Syria Relief Network	Emessa
BINAA	Baytna Syria
Human Appeal	Bihar Relief Organisation
Syria Relief	UOSSM
People in Need	IHSAN Relief and Development
Big Heart Foundation	Ghiras Alnahda
Syrian NGO Alliance	Physicians Across Continents
SEMA	Sham Humanitarian
SAWA for Development Aid	Mercy Corps
Oxfam	Social Development International
Syrian American Medical Society	Dawlaty
Syria Relief and Development	Khayr/Watan